

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 Nîmes

Nîmes, le 08/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EPC FRANCE**

4 rue de St Martin  
13310 Saint-Martin-De-Crau

Références : -  
Code AIOT : 0006600438

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2025 dans l'établissement EPC FRANCE implanté Blatiès 30140 Bagard. L'inspection a été annoncée le 24/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles de l'inspection des installations classées. Les thématiques abordées lors de l'inspection sont la mise à jour du POI, la mise en place d'une stratégie pour les premiers prélèvements environnementaux ainsi que la formation du personnel.

L'inspection s'inscrit dans le contexte d'une action nationale relative aux évolutions réglementaires apportées suite à l'accident survenu à Rouen en 2019. Ces évolutions se placent dans le plan d'action découlant de cet accident, visant à mieux anticiper une situation accidentelle. Cette visite a permis de traiter le volet des premiers prélèvements environnementaux à réaliser au plus tôt

après le début d'un incendie (phase d'urgence et phase de suivi immédiat), à l'intérieur et à l'extérieur du site, pour qualifier la signature chimique des émissions dans les zones impactées, ou supposées l'être, par l'évènement.

Le site d'EPC France à Bagard relevant du statut Seveso seuil haut, l'exploitant doit désormais:

- faire figurer dans l'étude de dangers et dans le plan d'opération interne (POI) la stratégie permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux ;
- adresser au préfet la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie ;

au plus tard pour le 30 juin 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EPC FRANCE
- Blatiès 30140 Bagard
- Code AIOT : 0006600438
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Les installations classées exploitées par la société EPC France sur son site de Bagard sont dédiées à l'entreposage et à la distribution de produits explosifs à destination des carrières, mines et autres chantiers de BTP.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Prélèvements envtx
- Risque incendie
- Risque surpression/projection
- Sécurité/sûreté
- SGS

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Réalisation d'exercice POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	État des stocks détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet
6	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
7	SGS_Organisation Formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe I point 1	Sans objet
8	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que le POI a été mis à jour en Juin 2025 et comprend bien un volet sur les premiers prélèvements environnementaux. L'exploitant a mis en place une stratégie de prélèvement et a contractualisé avec un organisme habilité.

L'inspection a également montré que s'agissant de la formation du personnel, l'exploitant a défini et formalisé un parcours de formation pour le nouveau chef de dépôt.

En complément des démarches engagées par l'exploitant, l'inspection a demandé à l'exploitant de réaliser les actions correctives suivantes:

- formaliser le suivi des actions suite à chaque exercice POI, et confirmer la réalisation d'un exercice fin 2025 ;
- compléter l'état des stocks détaillé (cuve de carburant et déchets).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mise à jour du POI

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
<b>Constats :</b>  La dernière version mise à jour du POI transmise à l'inspection date de Juin 2025 (version 4). Cette version correspond à celle qui est présente sur site. La dernière mise à jour du POI intègre les dispositions relatives aux premiers prélèvements environnementaux ainsi que le changement de chef de dépôt.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Réalisation d'exercice POI

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
<b>Constats :</b>  L'exploitant effectue un exercice POI par an. Au jour de la visite d'inspection, le dernier exercice effectué datait du 23/10/2024. Celui-ci a été planifié hors heures ouvrées afin de tester le dispositif d'astreinte. Le compte-rendu de cet exercice a été présenté puis transmis par courriel à l'inspection. La conclusion de l'exercice indique que l'astreinte a été fonctionnelle et efficace et que l'application informatique d'aide de gestion de crise, mise en œuvre par EPC, a été bien utilisée. Suite à cet exercice, une action d'amélioration concernant l'identification de numéros d'astreinte (hors heures ouvrées) des mairies Bagard et d'Anduze a été déterminée. Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer le suivi de cette action à l'inspection.  Par ailleurs, l'inspection a noté que l'exercice POI 2025 n'était pas été planifié par l'exploitant au 29/10/2025. Postérieurement à la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection, par mail du 19 novembre 2025, la programmation d'un exercice début décembre 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant : - d'apporter des éléments justifiant d'un suivi concernant l'action corrective indiquée dans le compte-rendu de l'exercice POI du 23/10/2024 ; - de confirmation la réalisation de l'exercice qui était planifié en décembre 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 3 : Stratégie de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

<ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]</li> <li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une stratégie de prélèvements a été mise en place par l'exploitant. Celle-ci est intégrée au POI daté de Juin 2025. Les milieux et substances à rechercher, ainsi que les points de prélèvements, sont définis dans le POI. Un contrat a été établi avec un organisme habilité pour une durée de 3 ans.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Liste des substances recherchées et milieux associés**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</li> <li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...]</li> </ul> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection un rapport effectué par son prestataire (organisme habilité) concernant les premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle daté du</p>

18/06/2025. Ce document fait notamment référence au "guide professionnel à l'usage des industriels de la chimie et du pétrole sur les produits de décomposition émis par un incendie" (document technique DT 126) afin de déterminer les grandes familles de produits de décomposition à investiguer.

Des premiers prélèvements environnementaux sont prévus en périphérie immédiate du site sur la matrice air en phase d'urgence. En phase de suivi immédiat et d'accompagnement, des prélèvements sont envisagés sur les surfaces qui seraient impactées par des suies visibles. Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a apporté des précisions par courriel du 05/11/2025 sur l'absence de premiers prélèvements effectués à l'intérieur du site, sur les points de prélèvements ainsi que sur le choix des matrices prélevées en fonction des différentes phases. L'analyse approfondie de ces éléments complémentaires, et, en particulier, des choix faits par l'exploitant ne fait pas l'objet du présent rapport.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Liste des produits de décomposition

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Produits de décomposition

**Prescription contrôlée :**

La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.

- c du 2 du I de l'annexe III : iii) Comportement physique ou chimique dans les conditions normales d'utilisation ou dans les conditions accidentelles prévisibles.

En particulier, postérieurement au 1er janvier 2023, l'étude de dangers ou sa mise à jour mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants, bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité, y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.

**Constats :**

La dernière étude de dangers du site date du 02/06/202 ;. elle n'intègre donc pas la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie. Néanmoins, l'exploitant a transmis l'étude établie par son prestataire sur la stratégie des premiers prélèvements environnementaux qui détaille ces produits de décomposition.

La liste des substances à rechercher dans le cadre des premiers prélèvements environnementaux est: CO, NOx, HCl, COV (dont BTEX), Aldéhydes, SO2, HCN, Poussières, Ammoniac.

Cette étude mentionne également les points suivants:

- Les métaux et HAP pourront faire l'objet de prélèvements de type dépôts de surface (en complément des prélèvements / analyses sur matrice Air).
- Une lingette est à prévoir par famille de substances. Les fibres d'amiante pourront également faire l'objet de prélèvements de type dépôts de surface.

Le POI de Juin 2025 comporte cette liste dans la partie 5.8.1 (fiche 35) ainsi que la stratégie de prélèvements.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant veillera à intégrer la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, lors de la prochaine mise à jour/réexamen de l'étude de dangers.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Personnels compétents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Contenu POI

**Prescription contrôlée :**

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour



postérieurs au 1er janvier 2023.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a passé un contrat de 3 ans avec un prestataire pour la mise en place des premiers prélèvements environnementaux (contrat en date du 14/03/2025). Le prestataire en charge de ces prélèvements fait partie du réseau RIPA (Réseau des Intervenants en Post-Accidentel).</p> <p>Le contrat fixe un délai inférieur à 4 heures pour effectuer ces prélèvements, compte tenu de l'éloignement du site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant examinera avec son prestataire la possibilité de réduire le délai d'intervention en retenant un objectif de délai maximum de l'ordre de 3 heures.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : SGS\_Organisation Formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe I point 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS - Organisation formation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Annexe I : Système de gestion de la sécurité</b></p> <p>Le système de gestion est proportionné aux risques, aux activités industrielles et à la complexité de l'organisation dans l'établissement et repose sur l'évaluation des risques. Il intègre la partie du système de gestion général incluant la structure organisationnelle, les responsabilités, les pratiques, les procédures, les procédés et les ressources qui permettent de déterminer et de mettre en œuvre la politique de prévention des accidents majeurs.</p> <p>Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :</p> <p><b>1. Organisation, formation</b></p> <p>Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu.</p> <p>Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p> <p>Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'une procédure formation intégrée au système de gestion de la sécurité, qui a pour but de décrire l'organisation de la formation du personnel et son habilitation au poste de travail.</p>

<p>Le chef de dépôt a suivi un parcours de formation sur la logistique, la partie commerciale et le respect de la réglementation (travail, transport, timbrage). Une fiche de parcours de formation interne est établie et détaille le plan de formation (démarrage de la formation le 12/02/2024 pour une prise de poste prévue le 01/01/2025).</p> <p>Les attestations de formation, ainsi que la fiche de fonction du chef de dépôt, ont été présentées à l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : État des stocks**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. L'inventaire est effectué tous les matins. Par sondage, l'inspection a contrôlé l'adéquation entre le stock physique et le registre des stocks sur plusieurs produits (détonateurs et explosifs) : la concordance a été vérifiée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : État des stocks détaillé**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p>

[...]

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

[...]

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

#### **Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a édité un état des stocks par dépôt et par cellule via un logiciel informatique de type dit "ERP" ("Enterprise resource planning"). L'état des stocks comporte les produits explosifs, les détonateurs ainsi que les palettes bois.

La cuve de carburant ainsi que les déchets (volumes maximum) du site ne figuraient pas sur cet état des stocks.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant complètera l'état des stocks détaillé par les données sur la cuve de carburant et les déchets du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois